

**Assemblée générale**

Distr. limitée
23 décembre 2011
Français
Original : espagnol

Soixante-sixième session
Cinquième Commission
Point 134 de l'ordre du jour

**Projet de budget-programme pour l'exercice biennal
2012-2013****Projet de rapport de la Cinquième Commission**

Rapporteur : M. Noel **González Segura** (Mexique)

I. Introduction

1. À sa 2^e séance plénière, le 16 septembre 2011, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-sixième session la question intitulée « Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 » et de la renvoyer à la Cinquième Commission.
2. La Commission a examiné la question à ses 5^e, 10^e, 11^e, 13^e à 15^e, 17^e à 19^e, et 21^e à 25^e séances, les 5, 20, 21, 27 et 28 octobre, les 1^{er}, 10, 15 et 29 novembre, et les 9, 13, 16, 19 et 23 décembre 2011. Ses débats sont consignés dans les comptes rendus correspondants (A/C.5/66/SR.5, 10, 11, 13 à 15, 17 à 19 et 21 à 25).
3. À la 13^e séance, le 27 octobre, le Secrétaire général et le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ont fait des déclarations liminaires (voir A/C.5/66/SR.13).
4. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :



Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013

Rapports du Secrétaire général¹

Rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²

Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa cinquante et unième session (A/66/16, chap. II.A)

Rapport intérimaire du Secrétaire général sur la mise en œuvre des recommandations du rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'efficacité avec laquelle le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme s'acquitte de son mandat (A/66/74)

Rapport récapitulatif du Secrétaire général sur les modifications à apporter au plan-programme biennal pour l'aligner sur le budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 et sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 (A/66/82)

Septième rapport d'étape du Secrétaire général sur l'exécution des projets financés au moyen du Compte pour le développement (A/66/84)

Rapport du Secrétaire général sur les initiatives du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies relatives aux technologies de l'information et des communications (A/66/94)

Quatrième rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public par l'ONU et les organismes des Nations Unies (A/66/379)

Troisième rapport d'étape du Secrétaire général sur le progiciel de gestion intégré (Umoja) (A/66/381)

Rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées relatives au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 au titre du chapitre 1 (Politique, direction et coordination d'ensemble) et du chapitre 37 (Contributions du personnel) en ce qui concerne le renforcement du Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Nairobi (A/66/393)

Rapport du Secrétaire général sur le pouvoir discrétionnaire limité en matière de dépenses (A/66/570)

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen de la structure organisationnelle du Secrétariat en matière d'information (A/66/180)

Rapport du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit intitulé « Contrôle interne : projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 » (A/66/85)

¹ A/66/6 (Introduction), (Sect. 1 et 2), (Sect. 3) et Corr.1, (Sect. 4 à 7), (Sect. 8) et Corr.1, (Sect. 9 à 12), (Sect. 13) et Add.1, (Sect. 14 et 15), (Sect. 16) et Corr.1, (Sect. 17 à 19), (Sect. 20) et Corr.1, (Sect. 21 à 23), (Sect. 24), (Sect. 25), (Sect. 26) et Corr.1, (Sect. 27), (Sect. 28) et Corr.1, (Sect. 29), (Sect. 29A) et Corr.1, (Sect. 29B à E), (Sect. 29F) et Corr.1, (Sect. 29G), (Sect. 30 à 37), (Income sects. 1 à 3).

² A/66/7 et Corr. 1 et Add.1, 7 et 18 et A/66/536.

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les progrès réalisés au 30 juin 2011 dans l'application des Normes comptables internationales pour le secteur public (A/66/151)

Notes du Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun d'inspection intitulé « État de préparation des organismes des Nations Unies en vue de l'application des Normes comptables internationales pour le secteur public » (A/66/308), ainsi que ses observations et celles du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (A/66/308/Add.1)

Notes du Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun d'inspection intitulé « Examen de la gestion et de l'administration de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime » (A/66/315), ainsi que ses observations (A/66/315/Add.1 et Add.1/Corr.1)

Notes du Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun d'inspection intitulé « Politiques et procédures de gestion des fonds d'affectation spéciale au sein des organismes des Nations Unies » (A/66/348), ainsi que ses observations et celles du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (A/66/348/Add.1)

Prévisions de dépenses révisées concernant les chapitres 29D (Bureau des services centraux d'appui) et 30 (Bureau des technologies de l'information et des communications) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 : système de gestion de la résilience de l'Organisation et dispositif complet de gestion des situations de crise

Rapport du Secrétaire général (A/66/516)

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/66/7/Add.10)

Mesures transitoires pour la présentation conforme aux Normes comptables internationales pour le secteur public des rapports financiers du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/66/352)

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/66/376)

Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 2011

Rapport du Secrétaire général (A/66/510)

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/66/7/Add.9)

Demande de subvention pour l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement présentée suivant les recommandations de son conseil d'administration concernant le programme de travail de l'Institut pour 2012-2013

Note du Secrétaire général (A/66/170)

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/66/7/Add.8)

Budget de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et mesures transitoires relatives à l'information financière à transmettre par la Caisse dans le cadre des Normes comptables internationales pour le secteur public

Rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (A/66/266 et Corr.1)

Rapport du Secrétaire général sur les incidences administratives et financières des recommandations figurant dans le rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (A/C.5/66/2)

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/66/7/Add.2)

Centre du commerce international

Rapport du Secrétaire général sur le projet de budget-programme du Centre du commerce international pour l'exercice biennal 2012-2013 (A/66/6 (Sect.13) et Add.1)

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/66/7/Add.5)

Construction de nouveaux locaux à usage de bureaux à l'Office des Nations Unies à Nairobi et à la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba, et plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève

Rapport du Secrétaire général sur la construction de nouveaux locaux à usage de bureaux à l'Office des Nations Unies à Nairobi (A/66/336)

Rapport du Secrétaire général sur la construction de nouveaux locaux à usage de bureaux à la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba (A/66/351)

Rapport du Secrétaire général sur le plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève (A/66/279)

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/66/7/Add.3, chap. II à IV)

Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses seizième, dix-septième et dix-huitième sessions ordinaires et à ses quinzième, seizième et dix-septième sessions extraordinaires

Rapport du Secrétaire général (A/66/586)

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/66/7/Add.20)

Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité

Rapport du Secrétaire général (A/66/354 et Corr.1; Add.1 et Corr.1 et 2; Add.2 et Corr.1; Add.3 et Add.4; Add.5 et Corr.1; et Add.6)

Rapport du Secrétaire général sur la demande de subvention pour le Tribunal spécial pour la Sierra Leone (A/66/563)

Rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/66/7/Add.12, 13 et 19)

Incidences administratives et financières des décisions et recommandations formulées par la Commission de la fonction publique internationale dans son rapport de 2011

État présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale (A/66/394 et Corr.1)

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/66/7/Add.4 et Corr.1)

Incidences financières de l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (A/66/275 et Corr.1)

Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies (A/66/224)

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/66/7/Add.6)

Incidences du mouvement des taux de change et d'inflation

Rapport du Secrétaire général intitulé « Prévisions budgétaires révisées : incidences du mouvement des taux de change et d'inflation » (A/66/614)

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/66/7/Add.22)

Fonds de réserve

Rapport du Secrétaire général (A/C.5/66/13)

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/66/7/Add.23)

Plan-cadre d'équipement

Rapport du Secrétaire général sur les propositions concernant le financement des dépenses connexes pour 2012 dans les limites du budget approuvé au titre du plan-cadre d'équipement (A/66/527/Add.1)

5. À sa 25^e séance, le 23 décembre, la Commission a examiné, conformément aux directives régissant l'utilisation du fonds de réserve (voir l'annexe de la résolution 42/211 de l'Assemblée générale), un état récapitulatif des incidences sur le budget-programme et des prévisions révisées correspondant aux critères concernant le fonds de réserve (A/C.5/66/13). Après mûre réflexion, la Commission a décidé de recommander un montant total de dépenses à imputer au fonds de réserve de 26 712 700 dollars (voir A/C.5/66/SR.25).

6. Le tableau ci-après récapitule les recommandations de la Cinquième Commission concernant chaque chapitre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2012. Ces recommandations sont fondées sur les propositions du Secrétaire général¹, les recommandations correspondantes du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires², les prévisions de dépenses révisées présentées par le Secrétaire général et les crédits à ouvrir pour donner effet aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa session en cours.

Recommandations de la Cinquième Commission concernant le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 : tableau récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Montant approuvé	Changements concernant les postes (incidences sur le budget-programme et prévisions révisées)	
A. Chapitres des dépenses			
<i>1. Politique, direction et coordination d'ensemble</i>			
Projet de budget-programme	105 234,5		
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	2 043,4		
Cinquième Commission :			
Taux de vacance de postes	(127,6)		
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(3 451,6)		
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(743,1)		
Autres ajustements	441,4		
Incidences financières :			
Rapport du Secrétaire général sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (A/66/275 et Corr.1) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.6)	2 178,6	1	1 P-4
Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies (A/66/224) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.6)	393,8	1	1 P-4
Rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées pour 2012-2013 en ce qui concerne le renforcement du Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Nairobi (A/66/393) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.7)	200,0	1	1 AL
Rapport du Secrétaire général sur les incidences administratives et financières des recommandations figurant dans le rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (A/C.5/66/2) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.2)	(1 035,6)		
Total partiel	105 133,8		
<i>2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences</i>			
Projet de budget-programme	630 183,0		
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	20 415,9		
Cinquième Commission :			
Taux de vacance de postes	(1 300,5)		
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(38 734,9)		
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(2 417,8)		

	Montant approuvé	Changements concernant les postes (incidences sur le budget-programme et prévisions révisées)
Autres ajustements	—	
Incidences financières :		
État des incidences sur le budget-programme : Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif s'y rapportant (A/C.5/66/11) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.17)	2 770,8	
Rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses seizième, dix-septième et dix-huitième sessions ordinaires et à ses quinzième, seizième et dix-septième sessions extraordinaires (A/66/586) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.20)	5 738,0	
Total partiel	616 654,5	
3. Affaires politiques		
Projet de budget-programme	1 196 344,6	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	1 280,8	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(180,7)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(4 722,5)	
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(211,8)	
Autres ajustements	1 190,4	
Total partiel	1 193 700,8	
4. Désarmement		
Projet de budget-programme	23 186,3	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	388,2	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(29,1)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(1 048,4)	
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(75,0)	
Total partiel	22 422,0	
5. Opérations de maintien de la paix		
Projet de budget-programme	114 295,1	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	654,2	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(428,5)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(4 173,1)	

	Montant approuvé	Changements concernant les postes (incidences sur le budget-programme et prévisions révisées)	
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(622,6)		
Total partiel	109 725,1		
6. Utilisations pacifiques de l'espace			
Projet de budget-programme	8 092,2		
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	189,7		
Cinquième Commission :			
Taux de vacance de postes	(6,5)		
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(253,3)		
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(20,7)		
Total partiel	8 001,4		
7. Cour internationale de Justice			
Projet de budget-programme	48 117,9		
Recommandations du Comité consultatif sur le projet de budget- programme	(109,2)		
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	1 099,1		
Cinquième Commission :			
Taux de vacance de postes	(68,4)		
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(869,2)		
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(403,8)		
Total partiel	47 766,4		
8. Affaires juridiques			
Projet de budget-programme	44 909,1		
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	504,3		
Cinquième Commission :			
Taux de vacance de postes	(74,8)		
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(1 650,7)		
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(100,6)		
Autres ajustements	706,8		
Incidences financières :			
Rapport du Secrétaire général sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (A/66/275 et Corr.1) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.6)	557,6	3	2 P-4, 1 P-3
État des incidences sur le budget-programme : les océans et le droit de la mer (A/C.5/66/12) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.14)	537,0	3	1 P-5, 1 P-4, 1 G(AC)
Total partiel	45 388,7		

	Montant approuvé	Changements concernant les postes (incidences sur le budget-programme et prévisions révisées)
9. Affaires économiques et sociales		
Projet de budget-programme	149 924,6	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	1 478,6	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(242,7)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(5 896,6)	
Autres ajustements	3 715,4	
Total partiel	148 979,3	
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement		
Projet de budget-programme	6 687,3	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	105,5	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(4,8)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(263,7)	
Autres ajustements	740,6	
Total partiel	7 264,9	
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique		
Projet de budget-programme	12 734,0	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	340,6	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(11,5)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(475,4)	
Total partiel	12 587,7	
12. Commerce et développement		
Projet de budget-programme	143 131,9	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	8 744,4	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(329,4)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(16 173,5)	
Autres ajustements	1 151,2	
Total partiel	136 524,6	

	Montant approuvé	Changements concernant les postes (incidences sur le budget-programme et prévisions révisées)
13. Centre du commerce international		
Projet de budget-programme	35 088,1	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	4 548,4	
Cinquième Commission :		
Autres ajustements	1 701,2	
Total partiel	41 337,7	
14. Environnement		
Projet de budget-programme	14 252,3	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	128,2	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(16,3)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(525,8)	
Autres ajustements	87,1	
Total partiel	13 925,5	
15. Établissements humains		
Projet de budget-programme	20 412,3	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	461,2	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(16,2)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(589,5)	
Autres ajustements	363,7	
Total partiel	20 631,5	
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale		
Projet de budget-programme	41 292,5	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	919,2	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(43,1)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(1 266,4)	
Total partiel	40 902,2	
17. ONU-Femmes		
Projet de budget-programme	14 910,2	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	186,8	

	Montant approuvé	Changements concernant les postes (incidences sur le budget-programme et prévisions révisées)
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(18,0)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(596,7)	
Total partiel	14 482,3	
<i>18. Développement économique et social en Afrique</i>		
Projet de budget-programme	126 845,8	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	13 775,5	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(132,7)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(6 672,4)	
Autres ajustements	4 492,1	
Total partiel	138 308,3	
<i>19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique</i>		
Projet de budget-programme	103 269,8	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	3 531,9	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(247,4)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(9 826,3)	
Autres ajustements	1 523,9	
Incidences financières :		
Rapport du Secrétaire général sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (A/66/275 et Corr.1) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.6)	402,6	
Total partiel	98 654,5	
<i>20. Développement économique en Europe</i>		
Projet de budget-programme	67 485,4	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	4 275,4	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(141,7)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(8 167,6)	
Autres ajustements	1 795,7	
Total partiel	65 247,2	

	Montant approuvé	Changements concernant les postes (incidences sur le budget-programme et prévisions révisées)
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes		
Projet de budget-programme	115 300,6	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	(1 736,8)	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(254,8)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(5 955,9)	
Autres ajustements	2 902,9	
Total partiel	110 256,0	
22. Développement économique et social en Asie occidentale		
Projet de budget-programme	67 810,3	
Recommandations du Comité consultatif sur le projet de budget- programme	(207,5)	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	449,5	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(144,6)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(6 002,7)	
Autres ajustements	741,7	
Total partiel	62 646,7	
23. Programme ordinaire de coopération technique		
Projet de budget-programme	54 843,5	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	2 936,1	
Total partiel	57 779,6	
24. Droits de l'homme		
Projet de budget-programme	155 796,1	
Recommandations du Comité consultatif sur le projet de budget- programme	(424,0)	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	7 355,4	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(173,1)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(14 244,3)	
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(758,8)	
Autres ajustements	57,2	

	Montant approuvé	Changements concernant les postes (incidences sur le budget-programme et prévisions révisées)	
Incidences financières :			
État des incidences sur le budget-programme : Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif s'y rapportant (A/C.5/66/11) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.17)	213,6		
Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses seizième, dix-septième et dix-huitième sessions ordinaires et à ses quinzième, seizième et dix-septième sessions extraordinaires (A/66/586) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.20)	6 493,3	4	1 P-4, 1 P-2/1, 2 G(AC)
Total partiel	154 315,4		
25. <i>Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance</i>			
Projet de budget-programme	85 515,1		
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	10 144,3		
Cinquième Commission :			
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(152,3)		
Total partiel	95 507,1		
26. <i>Réfugiés de Palestine</i>			
Projet de budget-programme	50 346,1		
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	691,1		
Cinquième Commission :			
Taux de vacance de postes	(15,0)		
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(3 644,3)		
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(0,2)		
Total partiel	47 377,7		
27. <i>Aide humanitaire</i>			
Projet de budget-programme	30 439,1		
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	758,4		
Cinquième Commission :			
Taux de vacance de postes	(24,6)		
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(1 673,9)		
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(125,0)		
Total partiel	29 374,0		
28. <i>Information</i>			
Projet de budget-programme	183 200,5		

	Montant approuvé	Changements concernant les postes (incidences sur le budget-programme et prévisions révisées)
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	2 086,4	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(429,4)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(7 319,4)	
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(646,4)	
Autres ajustements	2 200,4	
Total partiel	179 092,1	
<i>29A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion</i>		
Projet de budget-programme	32 946,5	
Recommandations du Comité consultatif sur le projet de budget- programme	(17 806,3)	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif (y compris concernant le troisième rapport d'étape sur le progiciel de gestion intégré)	100,0	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(32,4)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(623,6)	
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(15,8)	
Incidences financières :		
Rapport du Secrétaire général sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (A/66/275 et Corr.1) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.6)	299,4	
Total partiel	14 867,8	
<i>29B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité</i>		
Projet de budget-programme	37 849,6	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	196,6	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(90,0)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(1 493,8)	
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(202,5)	
Total partiel	36 259,9	
<i>29C. Bureau de la gestion des ressources humaines</i>		
Projet de budget-programme	74 723,0	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	832,4	

	Montant approuvé	Changements concernant les postes (incidences sur le budget-programme et prévisions révisées)	
Cinquième Commission :			
Taux de vacance de postes	(117,3)		
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(1 834,9)		
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(555,3)		
Autres ajustements	245,0		
Incidences financières :			
Rapport du Secrétaire général sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (A/66/275 et Corr.1) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.6)	689,2	2	2 P-3
Total partiel	73 982,1		

29D. Bureau des services centraux d'appui

Projet de budget-programme	182 733,6		
Recommandations du Comité consultatif sur le projet de budget-programme	(188,5)		
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	1 660,9		
Cinquième Commission :			
Taux de vacance de postes	(341,7)		
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(2 486,4)		
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(2 111,5)		
Incidences financières :			
Rapport du Secrétaire général sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (A/66/275 et Corr.1) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.6)	649,7		
Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies (A/66/224) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.6)	70,1		
État des incidences sur le budget-programme : les océans et le droit de la mer (A/C.5/66/12) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.14)	192,1		
Total partiel	180 178,3		

29E. Administration (Genève)

Projet de budget-programme	148 012,4
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	15 150,8
Cinquième Commission :	
Taux de vacance de postes	(589,5)
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(13 674,3)

	Montant approuvé	Changements concernant les postes (incidences sur le budget-programme et prévisions révisées)
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(1 085,4)	
Incidences financières :		
Rapport du Secrétaire général sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (A/66/275 et Corr.1) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.6)	868,2	
Rapport du Secrétaire général sur le plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève (A/66/279) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.3)	810,6	
État des incidences sur le budget-programme : Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif s'y rapportant (A/C.5/66/11) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.17)	8,8	
Rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses seizième, dix-septième et dix-huitième sessions ordinaires et à ses quinzième, seizième et dix-septième sessions extraordinaires (A/66/586) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.20)	144,3	
Total partiel	149 645,9	

29F. Administration (Vienne)

Projet de budget-programme	40 649,3	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	421,8	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(95,3)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(759,2)	
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(353,1)	
Total partiel	39 863,5	

29G. Administration (Nairobi)

Projet de budget-programme	31 468,1	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	(266,4)	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(59,1)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(1 567,2)	
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(169,9)	

	Montant approuvé	Changements concernant les postes (incidences sur le budget-programme et prévisions révisées)
Incidences financières :		
Rapport du Secrétaire général sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (A/66/275 et Corr.1) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.6)	695,0	
Total partiel	30 100,5	
<i>29H. Bureau de l'informatique et des communications</i>		
Projet de budget-programme	76 817,4	
Recommandations du Comité consultatif sur le projet de budget-programme	(289,4)	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	1 154,8	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(75,4)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(1 523,4)	
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(772,0)	
Total partiel	75 312,0	
<i>31. Contrôle interne</i>		
Projet de budget-programme	39 401,5	
Recommandations du Comité consultatif sur le projet de budget-programme	(42,6)	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	761,3	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(45,3)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(1 729,0)	
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(77,9)	
Autres ajustements	(13,8)	
Total partiel	38 254,2	
<i>32. Activités administratives financées en commun</i>		
Projet de budget-programme	11 349,2	
Recommandations du Comité consultatif sur le projet de budget-programme	(30,5)	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	279,6	
Cinquième Commission :		
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(660,2)	
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(199,3)	

	Montant approuvé	Changements concernant les postes (incidences sur le budget-programme et prévisions révisées)
Autres ajustements	23,6	
Total partiel	10 762,4	
33. Dépenses spéciales		
Projet de budget-programme	119 993,0	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	2 577,1	
Cinquième Commission :		
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(2 113,4)	
Total partiel	120 456,7	
34. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien		
Projet de budget-programme	66 894,7	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	3 346,0	
Cinquième Commission :		
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(1 253,8)	
Autres ajustements	(6 900,0)	
Incidences financières :		
Rapport du Secrétaire général sur le plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève (A/66/279) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.3)	2 800,0	
Total partiel	64 886,9	
35. Sûreté et sécurité		
Projet de budget-programme	253 058,5	
Recommandations du Comité consultatif sur le projet de budget-programme	(534,9)	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	(16 843,8)	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(880,6)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(19 830,6)	
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(1 556,2)	
Total partiel	213 412,4	

	Montant approuvé	Changements concernant les postes (incidences sur le budget-programme et prévisions révisées)
<i>36. Compte pour le développement</i>		
Projet de budget-programme	23 651,3	
Cinquième Commission :		
Réduction de 17 millions de dollars (autres objets de dépense)	(408,1)	
Autres ajustements	6 000,0	
Total partiel	29 243,2	
<i>37. Contributions du personnel</i>		
Projet de budget-programme	554 561,8	
Recommandations du Comité consultatif sur le projet de budget-programme	(170,8)	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	(69 476,7)	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	(1 637,4)	
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(33 638,6)	
Autres ajustements	369,1	
Incidences financières :		
Rapport du Secrétaire général sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (A/66/275 et Corr.1) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.6)	738,4	
Rapport du Secrétaire général sur le plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève (A/66/279) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.3)	74,0	
Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies (A/66/224) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.6)	28,6	
Rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées pour 2012-2013 en ce qui concerne le renforcement du Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Nairobi (A/66/393) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.7)	18,9	
Rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses seizième, dix-septième et dix-huitième sessions ordinaires et à ses quinzième, seizième et dix-septième sessions extraordinaires (A/66/586) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.20)	132,8	

	Montant approuvé	Changements concernant les postes (incidences sur le budget-programme et prévisions révisées)
État des incidences sur le budget-programme : les océans et le droit de la mer (A/C.5/66/12) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.14)	86,7	
Total partiel	451 086,8	
Total, chapitres des dépenses	5 152 299,6	

B. Chapitres des recettes

1. Recettes provenant des contributions du personnel

Projet de budget-programme	558 973,3
Recommandations du Comité consultatif sur le projet de budget-programme	(170,8)
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	(69 583,9)
Cinquième Commission :	
Taux de vacance de postes	(1 662,5)
Réduction au titre des taux de change et de l'inflation (postes)	(33 638,6)
Autres ajustements	
Incidences financières :	
Rapport du Secrétaire général sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (A/66/275 et Corr.1) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.6)	738,4
Rapport du Secrétaire général sur le plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève (A/66/279) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.3)	74,0
Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies (A/66/224) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.6)	28,6
Rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées pour 2012-2013 en ce qui concerne le renforcement du Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Nairobi (A/66/393) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.7)	18,9
Rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses seizième, dix-septième et dix-huitième sessions ordinaires et à ses quinzième, seizième et dix-septième sessions extraordinaires (A/66/586) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.20)	132,8
État des incidences sur le budget-programme : les océans et le droit de la mer (A/C.5/66/12) et rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/7/Add.14)	86,7
Total partiel	455 366,0

	Montant approuvé	Changements concernant les postes (incidences sur le budget-programme et prévisions révisées)
2. Recettes générales		
Projet de budget-programme	52 495,8	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	4,8	
Total partiel	52 500,6	
3. Services destinés au public		
Projet de budget-programme	62,2	
Actualisation des coûts et recommandations correspondantes du Comité consultatif	(300,1)	
Cinquième Commission :		
Taux de vacance de postes	122,5	
Total partiel	(115,4)	
Total, chapitres des recettes	507 751,2	

Abréviations : G = agent des services généraux; AL = agent local; AC = Autres classes; SM = agent du Service mobile.

II. Examen de projets de résolution et de décision sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013

A. Projet de résolution A/C.5/66/L.18

7. À sa 25^e séance, le 23 décembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Questions relatives au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 » (A/C.5/66/L.18), déposé par son président à l'issue de consultations coordonnées par le représentant d'Antigua-et-Barbuda.

8. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (voir par. 44, projet de résolution I).

9. Après l'adoption du projet de résolution, le Président de la Commission a fait une déclaration (voir A/C.5/66/SR.25).

10. Après l'adoption du projet de résolution, le représentant de la Fédération de Russie a fait une déclaration pour expliquer sa position (voir A/C.5/66/SR.25).

B. Projet de résolution A/C.5/66/L.19

11. À sa 25^e séance, le 23 décembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Questions spéciales relatives au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 » (A/C.5/66/L.19), déposé par son président à l'issue de consultations coordonnées par ses vice-présidents (Nouvelle-Zélande et Émirats arabes unis) et par les représentants de la Belgique, de l'Espagne, de l'Iran (République islamique d') et du Nigéria. Au cours de ses débats, la Commission a examiné les questions exposées ci-après.

Prévisions de dépenses révisées concernant les chapitres 29D (Bureau des services centraux d'appui) et 30 (Bureau des technologies de l'information et des communications) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 : système de gestion de la résilience de l'Organisation et dispositif complet de gestion des situations de crise

12. La Commission a examiné la question à ses 18^e et 25^e séances, les 15 novembre et 23 décembre (voir A/C.5/66/SR.18 et 25).

Mesures transitoires pour la présentation conforme aux Normes comptables internationales pour le secteur public des rapports financiers du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

13. La Commission a examiné la question à ses 5^e et 25^e séances, les 5 octobre et 23 décembre (voir A/C.5/66/SR.5 et 25).

Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 2011

14. La Commission a examiné la question à ses 15^e et 25^e séances, les 1^{er} novembre et 23 décembre (voir A/C.5/66/SR.15 et 25).

Demande de subvention pour l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement présentée suivant les recommandations de son Conseil d'administration concernant le programme de travail de l'Institut pour 2012-2013

15. La Commission a examiné la question à ses 15^e et 25^e séances, les 1^{er} novembre et 23 décembre (voir A/C.5/66/SR.15 et 25).

Budget de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et mesures transitoires relatives à l'information financière à transmettre par la Caisse dans le cadre des Normes comptables internationales pour le secteur public

16. La Commission a examiné la question à ses 10^e et 25^e séances, les 20 octobre et 23 décembre (voir A/C.5/66/SR.10 et 25).

Centre du commerce international

17. La Commission a examiné la question à ses 13^e et 25^e séances, les 27 octobre et 23 décembre (voir A/C.5/66/SR.13 et 25).

Construction de nouveaux locaux à usage de bureaux à l'Office des Nations Unies à Nairobi et à la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba et plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève

18. La Commission a examiné la question à ses 11^e et 25^e séances, les 21 octobre et 23 décembre (voir A/C.5/66/SR.11 et 25).

Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses seizième, dix-septième et dix-huitième sessions ordinaires et à ses quinzième, seizième et dix-septième sessions extraordinaires

19. La Commission a examiné la question à ses 23^e et 25^e séances, les 16 et 23 décembre (voir A/C.5/66/SR.23 et 25).

Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité

20. La Commission a examiné la question à ses 21^e à 23^e et 25^e séances, les 9, 13, 16 et 23 décembre (voir A/C.5/66/SR.21 à 23 et 25).

21. À la 25^e séance, le 23 décembre, le représentant de Cuba, au nom de Cuba, de l'Iran (République islamique d'), du Nicaragua et du Venezuela (République bolivarienne du), a proposé un amendement oral au projet de résolution, consistant à ajouter à la section IX du dispositif deux paragraphes ainsi libellés :

« *Décide* de supprimer toutes les références aux activités et aux produits relatifs à la responsabilité de protéger figurant dans le projet de cadre stratégique et les textes explicatifs y afférents du Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide (voir A/66/354/Add.1), conformément aux dispositions de sa résolution 64/245;

Prie le Secrétaire général de publier un rectificatif à son rapport A/66/354/Add.1. »

22. À la même séance, le représentant des Pays-Bas a demandé que l'amendement proposé par le représentant de Cuba fasse l'objet d'un vote enregistré.

23. Toujours à la même séance, le représentant de la Pologne a fait une déclaration avant le vote au nom de l'Union européenne (voir A/C.5/66/SR.25).

24. Toujours à la 25^e séance, le représentant de Cuba a pris la parole pour une motion d'ordre.

25. À la même séance, l'amendement a été rejeté par 71 voix contre 11, et 42 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Bolivie (État plurinational de), Cuba, Iran (République islamique d'), Libéria³, Myanmar, Namibie, Nicaragua, République arabe syrienne, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Soudan, Venezuela (République bolivarienne du)

Ont voté contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Barbade, Belgique, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Irlande, Islande, Italie, Japon, Kazakhstan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maldives, Malte, Mexique, Monaco, Monténégro, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine, Uruguay

Se sont abstenus :

Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Brunéi Darussalam, Cameroun, Chine, Comores, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Fédération de Russie, Grenade, Indonésie, Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kirghizistan, Koweït, Liban, Libye, Malaisie, Mali, Maroc, Mongolie, Oman, Philippines, Qatar, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Serbie, Sri Lanka, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Yémen, Zambie

26. Toujours à la même séance, le représentant du Soudan a fait une déclaration avant le vote, et le représentant de la Tunisie a fait une déclaration après le vote.

27. Toujours à la 25^e séance, le représentant de la République bolivarienne du Venezuela (également au nom de Cuba et du Nicaragua) a demandé que l'ensemble de la section IX fasse l'objet d'un vote enregistré.

³ Par la suite, la délégation du Libéria a indiqué qu'elle avait eu l'intention de voter contre.

28. À la même séance, la Commission a adopté la section IX dans son ensemble par 119 voix contre 7, avec 8 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Liban, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Libye, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Myanmar, Namibie, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Thaïlande, Timor-Leste, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Viet Nam

Ont voté contre :

Bolivie (État plurinational de), Cuba, Iran (République islamique d'), Nicaragua, République arabe syrienne, Soudan, Venezuela (République bolivarienne du)

Se sont abstenus :

Comores, Djibouti, Grenade, Indonésie, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago, Yémen, Zambie

29. Toujours à la même séance, le représentant du Soudan a fait une déclaration avant le vote.

Incidences administratives et financières des décisions et recommandations formulées par la Commission de la fonction publique internationale dans son rapport pour 2011

30. La Commission a examiné la question à ses 12^e et 25^e séances, les 24 octobre et 23 décembre (voir A/C.5/66/SR.12 et 25).

Incidences financières concernant l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies

31. La Commission a examiné la question à ses 15^e et 25^e séances, les 1^{er} novembre et 23 décembre (voir A/C.5/66/SR.15 et 25).

Incidence des variations des taux de change et d'inflation

32. La Commission a examiné la question à ses 24^e et 25^e séances, les 19 et 23 décembre (voir A/C.5/66/SR.24 et 25).

Fonds de réserve

33. La Commission a examiné la question à ses 24^e et 25^e séances, les 19 et 23 décembre (voir A/C.5/66/SR.24 et 25).

34. À la 25^e séance, le 23 décembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/66/L.19 dans son ensemble, sans le mettre aux voix (voir par. 44, projet de résolution II).

C. Projet de résolution A/C.5/66/L.20

35. À sa 25^e séance, le 23 décembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013 » (A/C.5/66/L.20).

36. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/66/L.20 sans le mettre aux voix (voir par. 44, projet de résolution III).

D. Projet de résolution A/C.5/66/L.21

37. À sa 25^e séance, le 23 décembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 2012-2013 » (A/C.5/66/L.21).

38. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/66/L.21 sans le mettre aux voix (voir par. 44, projet de résolution IV).

E. Projet de résolution A/C.5/66/L.22

39. À sa 25^e séance, le 23 décembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Fonds de roulement pour l'exercice biennal 2012-2013 » (A/C.5/66/L.22).

40. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/66/L.22 sans le mettre aux voix (voir par. 44, projet de résolution V).

F. Plan-cadre d'équipement

41. La Commission a examiné la question à ses 21^e et 25^e séances, les 9 et 23 décembre (voir A/C.5/66/SR.21 et 25).

42. À sa 25^e séance, le 23 décembre, la Commission était saisie d'un projet de décision intitulé « Plan-cadre d'équipement » (A/C.5/66/L.8), déposé par son président.

43. À la même séance, la Commission a adopté le projet de décision A/C.5/66/L.8 sans le mettre aux voix (voir par. 45).

III. Recommandations de la Cinquième Commission

44. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution suivants :

Projet de résolution I **Questions relatives au projet de budget-programme** **pour l'exercice biennal 2012-2013**

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 60/283 du 7 juillet 2006, 64/243 du 24 décembre 2009 et 64/260 du 29 mars 2010,

Réaffirmant ses résolutions 41/213 du 19 décembre 1986, 42/211 du 21 décembre 1987, la section VI de sa résolution 45/248 B du 21 décembre 1990, ses résolutions 55/231 du 23 décembre 2000, 56/253 du 24 décembre 2001, 58/269 et 58/270 du 23 décembre 2003, la section XI de sa résolution 59/276 du 23 décembre 2004, ses résolutions 61/263 du 4 avril 2007, 62/236 du 22 décembre 2007, 63/262 du 24 décembre 2008, 63/266 du 24 décembre 2008, 64/243, 64/260 et 65/262 du 24 décembre 2010,

Réaffirmant également les mandats respectifs, pour ce qui est de l'examen du projet de budget-programme, du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et du Comité du programme et de la coordination,

Réaffirmant en outre qu'il lui incombe d'analyser à fond et d'approuver, par l'entremise de la Cinquième Commission, les tableaux d'effectifs et les ressources financières ainsi que les politiques suivies en matière de ressources humaines,

Constatant que le versement tardif des quotes-parts a de graves incidences sur la situation financière de l'Organisation, compte étant tenu, par ailleurs, de la situation particulière de certains pays,

Ayant examiné le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013¹, le rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées relatives au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 au titre du chapitre premier (Politique, direction et coordination d'ensemble) et du chapitre 37 (Contributions du personnel) en ce qui concerne le renforcement du Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Nairobi², le rapport du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit sur le projet de budget-programme du Bureau des services de contrôle interne pour l'exercice biennal 2012-2013³, le septième rapport d'étape du Secrétaire général sur l'exécution des projets financés au moyen du Compte pour le développement⁴, le quatrième rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'adoption des Normes comptables

¹ A/66/6 (Introduction), (Sect. 1 et 2), (Sect. 3) et Corr.1, (Sect. 4 à 7), (Sect. 8) et Corr.1, (Sect. 9 à 15), (Sect. 16) et Corr.1, (Sect. 17 à 19), (Sect. 20) et Corr.1, (Sect. 21 à 23), (Sect. 24), (Sect. 25), (Sect. 26) et Corr.1, (Sect. 27), (Sect. 28) et Corr.1, (Sect. 29), (Sect. 29A) et Corr.1, (Sect. 29B à E), (Sect. 29F) et Corr.1, (Sect. 29G) et (Sect. 30 à 37), (Income Sect. 1 à 3).

² A/66/393.

³ A/66/85.

⁴ A/66/84.

internationales pour le secteur public par l'Organisation des Nations Unies⁵, le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les progrès réalisés dans l'application des Normes comptables internationales pour le secteur public⁶, le rapport du Secrétaire général sur les initiatives du Secrétariat de l'ONU relatives aux technologies de l'information et des communications⁷, le troisième rapport d'étape du Secrétaire général sur le progiciel de gestion intégré (Umoja)⁸ et le rapport du Secrétaire général sur le pouvoir discrétionnaire limité en matière de dépenses⁹, ainsi que les rapports correspondants du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹⁰,

Ayant également examiné la section A du chapitre II du rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa cinquante et unième session¹¹ et le rapport récapitulatif du Secrétaire général sur les modifications à apporter au plan-programme biennal pour l'aligner sur le budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 et sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013¹²,

Ayant examiné en outre le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen de la structure organisationnelle du Secrétariat en matière d'information¹³ et le rapport intérimaire du Secrétaire général sur la mise en œuvre des recommandations du rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'efficacité avec laquelle le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme s'acquitte de son mandat¹⁴,

Ayant examiné les rapports du Corps commun d'inspection intitulés « Examen de la gestion et de l'administration de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime »¹⁵, « Politiques et procédures de gestion des fonds d'affectation spéciale au sein des organismes des Nations Unies »¹⁶ et « État de préparation des organismes des Nations Unies en vue de l'application des Normes comptables internationales pour le secteur public »¹⁷, et les notes du Secrétaire général transmettant ses observations et celles du Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination relatives auxdits rapports¹⁸,

1. *Réaffirme* que la Cinquième Commission est celle de ses grandes commissions qui est chargée des questions administratives et budgétaires et que c'est à elle qu'il revient d'analyser en profondeur et d'approuver le choix des ressources et des politiques en matière de ressources humaines et financières, le but

⁵ A/66/379.

⁶ A/66/151.

⁷ A/66/94.

⁸ A/66/381.

⁹ A/66/570.

¹⁰ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-sixième session, Supplément n° 7* (A/66/7 et Corr. 1; A/66/7/Add.7; A/66/7/Add.1; A/66/7/Add.18); et A/66/536.

¹¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-sixième session, Supplément n° 16* (A/66/16).

¹² A/66/82.

¹³ A/66/180.

¹⁴ A/66/74.

¹⁵ Voir A/66/315.

¹⁶ Voir A/66/348.

¹⁷ Voir A/66/308.

¹⁸ A/66/315/Add.1 et Add.1/Corr.1, A/66/348/Add.1 et A/66/308/Add.1.

étant de faire en sorte que tous les programmes et toutes les activités prescrits, ainsi que les politiques arrêtées en la matière, soient appliqués et exécutés intégralement et avec efficacité et efficience;

2. *Réaffirme également* que le Comité du programme et de la coordination est l'organe subsidiaire de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social principalement chargé de la planification, de la programmation et de la coordination;

3. *Réaffirme en outre* l'article 153 de son règlement intérieur;

4. *Réaffirme* le Règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation¹⁹;

5. *Réaffirme également* le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies²⁰;

6. *Fait siennes* les conclusions et recommandations que le Comité du programme et de la coordination a énoncées à la section A du chapitre II de son rapport¹¹;

7. *Fait siennes également* les conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans ses rapports¹⁰, sous réserve des dispositions de la présente résolution;

Questions de politique générale et questions transversales

8. *Réaffirme* les procédures et principes budgétaires qui sont en vigueur en application de ses résolutions 41/213 et 42/211;

9. *Réaffirme également* qu'aucune modification ne peut être apportée aux méthodes d'établissement du budget, aux procédures et pratiques budgétaires établies ou aux dispositions du Règlement financier sans qu'elle l'ait préalablement examinée et approuvée, conformément aux procédures budgétaires convenues;

10. *Insiste* sur le fait qu'il faut que les États Membres participent pleinement à l'élaboration du budget, depuis les premières étapes et tout au long de l'opération;

11. *Souligne* qu'il importe qu'une information cohérente soit fournie en temps voulu aux États Membres afin qu'ils puissent prendre des décisions au vu de toute l'information nécessaire;

12. *Souligne* que tous les États Membres doivent s'acquitter de leurs obligations financières ponctuellement, intégralement et sans conditions, comme le prévoit la Charte des Nations Unies;

Budgétisation axée sur les résultats

13. *Insiste* sur le fait que la budgétisation axée sur les résultats et la gestion axée sur les résultats sont deux outils de gestion qui se renforcent mutuellement et qu'une meilleure application de la budgétisation axée sur les résultats améliore à la

¹⁹ ST/SGB/2000/8.

²⁰ ST/SGB/2003/7 et Amend.1.

fois la gestion et la responsabilisation au Secrétariat, et engage le Secrétaire général à poursuivre son action sur ce plan;

14. *Réaffirme* le paragraphe 28 de sa résolution 55/231 et insiste sur l'importance qu'il faut attacher à la formation si l'on veut tirer le meilleur parti de la budgétisation axée sur les résultats;

Ressources humaines, taux de vacance de postes et effectifs

15. *Regrette* les retards enregistrés dans le recrutement du personnel du projet Umoja et notamment du Directeur du projet, qui sont attribuables aux procédures internes, et, à cet égard, prie le Secrétaire général de redoubler d'efforts pour pourvoir les postes approuvés, en tenant compte des statuts et des règlements qui régissent actuellement les recrutements au Secrétariat, et de lui en rendre compte à sa soixante-septième session;

16. *Rappelle* le paragraphe 31 de sa résolution 64/243 et se déclare vivement préoccupée par le manque de progrès de la part du Secrétaire général en ce qui concerne l'élaboration d'un plan d'organisation de la relève à l'ONU, notamment pour les services linguistiques et, à ce propos, prie le Secrétaire général de formuler une stratégie d'organisation de la relève pour tous les départements du Secrétariat et de lui en rendre compte à sa soixante-septième session;

17. *Décide* de n'approuver aucune des réductions de postes et autres objets de dépense que propose le Secrétaire général aux titres IV et V du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013;

18. *Décide également* que le tableau d'effectifs de l'exercice biennal 2012-2013 sera celui présenté en annexe à la présente résolution;

19. *Réaffirme* que le taux de vacance de postes est un instrument de calcul budgétaire et ne doit pas servir comme moyen de réaliser des économies;

20. *Décide* qu'un taux de vacance de postes de 4,7 % pour les agents des services généraux sera utilisé aux fins des calculs budgétaires pour l'exercice biennal 2012-2013;

Formation

21. *Prie* le Secrétaire général de se servir des ressources affectées à la formation dans la présente résolution pour accroître les possibilités de formation du personnel à l'échelle de tout le Secrétariat, y compris les lieux d'affectation hors Siège et les commissions régionales et, à ce propos, insiste sur le fait que les mêmes possibilités de formation doivent être offertes à tous les membres du personnel, selon les fonctions qu'ils exercent et la catégorie à laquelle ils appartiennent;

22. *Souligne* que la plus grande proportion possible des ressources affectées à la formation devrait être consacrée à l'élaboration et à la réalisation de la formation et que les dépenses annexes, y compris celles liées aux voyages, devraient être réduites au minimum;

23. *Rappelle* le paragraphe 112 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²¹ et prie le Secrétaire général de déterminer

²¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-sixième session, Supplément n° 7*

dans quelle mesure les programmes et les objectifs de formation contribuent à l'exécution du mandat et à la réalisation des objectifs de l'Organisation;

Services de conférence et publications

24. *Souligne* qu'il importe de veiller à ce qu'il n'y ait aucune discrimination dans le traitement des principaux organes de l'Organisation des Nations Unies et des grandes commissions et organes subsidiaires et à ce que des services de conférence et d'appui appropriés et de qualité leur soient fournis;

Objets de dépense autres que les postes

25. *Décide* de réduire de 17 millions de dollars des États-Unis, les titres IV et V du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 étant exceptés, les montants prévus pour les objets de dépense autres que les postes;

Consultants et services contractuels

26. *Prie* le Secrétaire général de continuer de veiller à ce que, dans les projets de budget-programme à venir, les demandes concernant les consultants et les experts soient clairement et individuellement reconnaissables dans les descriptifs de programme;

Réévaluation des coûts

27. *Décide* de renvoyer au stade de l'examen du premier rapport sur l'exécution du budget la question de l'actualisation en fonction des taux d'inflation et de change des coûts liés aux postes, afin que l'ouverture des crédits au titre des postes prenne réellement en compte les dépenses constatées;

Ressources extrabudgétaires

28. *Souligne* que tous les postes extrabudgétaires doivent être administrés et gérés avec la même rigueur que les postes inscrits au budget ordinaire;

29. *Souligne également* que l'utilisation des ressources extrabudgétaires doit être conforme aux politiques, objectifs et activités de l'Organisation et prie le Secrétaire général de donner, dans son prochain projet de budget-programme, des renseignements concernant les incidences, sur le plan financier et sur celui des ressources humaines, de l'utilisation de ressources extrabudgétaires par l'Organisation;

Titre premier

Politique, direction et coordination d'ensemble

Chapitre premier

Politique, direction et coordination d'ensemble

30. *Souligne de nouveau* qu'il importe que le principe de responsabilité soit mieux appliqué à l'Organisation et que le Secrétaire général soit tenu plus strictement responsable devant les États Membres, notamment de l'efficacité et de la rationalité de la mise en œuvre des directives des organes délibérants et de l'emploi des ressources humaines et financières;

(A/66/7).

31. *Rappelle* le paragraphe I.6 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²¹ et décide de créer un poste à la classe D-1 pour le fonctionnaire appelé à diriger le Groupe de l'état de droit et de maintenir le poste P-5;

Bureau du Président de l'Assemblée générale

32. *Prie* le Secrétaire général de lui soumettre, dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015, des propositions tendant à revoir les crédits accordés au Bureau du Président de l'Assemblée générale conformément aux procédures existantes;

Directeur général de l'Office des Nations Unies à Nairobi

33. *Prend note* des paragraphes 8 et 9 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²² et décide de créer un poste P-4 et deux postes d'agent local au Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Nairobi;

Chapitre 2

Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences

34. *Décide* de réduire de 10 millions de dollars le montant des ressources allouées au Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences pour les objets de dépense autres que les postes;

35. *Prie de nouveau* le Secrétaire général de faire en sorte que les documents soient plus souvent soumis dans les délais et de mettre en place des mesures de responsabilisation des départements auteurs en cas de soumission tardive;

36. *Rappelle* le paragraphe I.58 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²¹, décide de ne pas suivre les propositions du Secrétaire général concernant les comptes rendus analytiques de séance et décide également d'ouvrir des crédits d'un montant de 10 millions de dollars au titre de ces comptes rendus;

37. *Rappelle* le paragraphe I.72 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et prie le Secrétaire général de prendre toutes les mesures qui s'avéreraient nécessaires pour répartir au mieux la charge de travail entre les services de traduction des différents lieux d'affectation, sans pour autant compromettre la qualité de ces services;

38. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que tous les lieux d'affectation soient traités sur un pied d'égalité au point de vue de la mise en place des technologies modernes;

39. *Insiste* sur l'importance primordiale que revêt l'égalité des six langues officielles de l'Organisation;

²² A/66/7/Add.7.

Titre II

Affaires politiques

Chapitre 3

Affaires politiques

40. *Prend note* du paragraphe II.7 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²¹ et décide de ne pas supprimer un poste P-4 et un poste d'agent des services généraux (Autres classes) au titre du sous-programme 4 (Décolonisation);

Bureau d'appui à la consolidation de la paix

41. *Rappelle* le paragraphe II.30 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et décide de créer deux postes P-4 au Bureau d'appui à la consolidation de la paix;

Bureau d'enregistrement des dommages causés par la construction du mur dans le territoire palestinien occupé

42. *Prend note* du paragraphe II.36 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et décide d'augmenter d'un montant de 306 000 dollars les ressources allouées au Bureau d'enregistrement des dommages causés par la construction du mur dans le territoire palestinien occupé pour les objets de dépense autres que les postes;

Chapitre 4

Désarmement

43. *Prie* le Secrétaire général de continuer à mettre à la disposition des centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement les ressources dont ils ont besoin pour s'acquitter de leur mandat;

Chapitre 5

Opérations de maintien de la paix

44. *Prie* le Secrétaire général de prendre des mesures concrètes supplémentaires pour que les pays fournissant des contingents soient correctement représentés au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions du Secrétariat, compte tenu de ce qu'ils apportent aux activités de maintien de la paix des Nations Unies;

Chapitre 6

Utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

45. *Prend note* de l'examen de la structure organisationnelle du Bureau des affaires spatiales et du Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence (UN-SPIDER), et prie le Secrétaire général de s'assurer que le renforcement de la structure organisationnelle autorise des gains d'efficacité sans empêcher le Bureau de s'acquitter de son mandat;

Titre III

Justice internationale et droit international

Chapitre 7

Cour internationale de Justice

46. *Souligne* qu'il importe que soit rapidement menée à bien la rénovation de la grande salle de Justice;

Chapitre 8

Affaires juridiques

47. *Rappelle* le paragraphe III.25 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²¹, note que les publications sont un des moyens pour l'Organisation de s'acquitter de son mandat et encourage à cet égard le Secrétaire général à favoriser le recours aux technologies adaptées, à mettre l'accent sur les domaines intéressant les États Membres et à dûment explorer les possibilités de recouvrement des coûts;

48. *Décide* d'augmenter d'un montant de 274 200 dollars les ressources prévues pour les objets de dépense autres que les postes au titre des services à fournir à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international pendant 14 semaines de réunions et de maintenir le dispositif de rotation entre Vienne et New York;

49. *Prend note* du paragraphe III.23 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et décide d'approuver des crédits d'un montant de 2 451 800 dollars au titre des frais de voyage et des frais connexes des représentants et du personnel de la Commission du droit international;

Titre IV

Coopération internationale pour le développement

50. *Prie* le Secrétaire général d'intensifier l'action menée pour mobiliser des ressources de toute provenance en quantité suffisante pour financer l'exécution des mandats touchant aux chapitres 10 et 11 du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013;

51. *Réaffirme* ses résolutions 57/7 et 57/300 des 4 novembre et 20 décembre 2002, portant création du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, et sa résolution 56/227 du 24 décembre 2001, portant création du Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement;

52. *Rappelle* le paragraphe IV.29 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²¹, réaffirme avec force les dispositions pertinentes de ses résolutions 62/236, 63/260 du 24 décembre 2008, 64/243 et 66/8 du 11 novembre 2011, et à ce propos, prie le Secrétaire général d'appliquer intégralement et sans délai celles de ces dispositions qui concernent le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique et le Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement;

Chapitre 11**Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique**

53. *Rappelle* que le développement de l'Afrique est une priorité de l'Organisation et réaffirme sa volonté de répondre aux besoins particuliers de ce continent;

54. *Rappelle également* sa résolution 57/300 et les autres résolutions demandant le renforcement des mécanismes d'appui au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique²³;

Chapitre 12**Commerce et développement**

55. *Engage* le Secrétaire général à élargir l'action menée par la CNUCED pour qu'elle apporte son concours au renforcement de l'intégration économique régionale en Afrique en offrant à la CNUCED, dans la limite de la part qui lui revient, une assistance technique et des activités de renforcement des capacités dans les domaines du commerce, des douanes et de l'infrastructure, notamment en renforçant ses capacités en matière de statistique;

Chapitre 16**Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale**

56. *Rappelle* le paragraphe 83 de sa résolution 64/243 et prie le Secrétaire général de renforcer l'assistance technique apportée à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime dans le cadre de l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest afin d'encourager l'application d'un plan d'action régional visant à lutter contre les problèmes de plus en plus graves du trafic de drogues, de la criminalité organisée et de la toxicomanie en Afrique de l'Ouest;

57. *Rappelle* le paragraphe 84 de sa résolution 64/243, regrette profondément le retard pris dans l'ouverture à la Barbade par le Secrétaire général d'un bureau du programme de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, qui doit collaborer avec la Communauté des Caraïbes dans des domaines tels que la lutte contre la corruption et le trafic de drogues, la coopération internationale en matière judiciaire et la promotion du contrôle des armes à feu, et prie le Secrétaire général d'ouvrir de toute urgence ce bureau;

Titre V**Coopération régionale pour le développement**

58. *Souligne* l'importance de ce qu'apportent les commissions régionales à l'exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies en matière de développement et à celle des autres mandats qui leur ont été confiés à la suite du Sommet du Millénaire, de la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement ou d'autres grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes;

²³ A/57/304, annexe.

59. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que les ressources soient allouées aux commissions de manière à leur permettre de s'acquitter totalement de leur mandat et de contribuer à la mise en œuvre des priorités en matière de développement et des mandats de l'Organisation;

Chapitre 18

Développement économique et social en Afrique

60. *Décide* de porter à 2,6 millions de dollars par exercice biennal le montant de la subvention versée à l'Institut africain de développement économique et de planification;

Chapitre 22

Développement économique et social en Asie occidentale

61. *Prend note* des paragraphes V.84 et V.85 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²¹, et décide de créer un poste à la classe D-1 pour le Chef de la Division de la femme (sous-programme 6); un poste à la classe D-1 pour le Chef de la Division des tendances nouvelles et des questions touchant les conflits (sous-programme 7); et un poste P-5 pour le Chef de la Section de la gouvernance, de l'instabilité et du développement (sous-programme 7);

Titre VI

Droits de l'homme et affaires humanitaires

Chapitre 24

Droits de l'homme

62. *Décide* de reclasser un poste P-5 à la classe D-1 au titre du sous-programme 4, et prie le Secrétaire général de mettre en place un mécanisme d'examen périodique universel et de faire rapport sur la question dans le cadre du rapport sur l'exécution du budget;

63. *Souligne* qu'il importe de disposer de données détaillées et complètes sur l'utilisation des fonds extrabudgétaires pour les activités du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme;

Chapitre 25

Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance

64. *Rappelle* le paragraphe VI.32 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²¹ et souligne à cet égard la nécessité d'échanger avec le reste du système des Nations Unies les leçons tirées de l'expérience et les meilleures pratiques;

Chapitre 26

Réfugiés de Palestine

65. *Réaffirme* sa résolution 3331B (XXIX) du 17 décembre 1974, dans laquelle elle a décidé que les dépenses relatives aux traitements du personnel international travaillant au service de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, qui auraient sans cela été

imputées sur les contributions volontaires, seraient financées, tant que durerait le mandat de l'Office, au moyen du budget ordinaire de l'Organisation;

66. *Prend note avec gratitude* du précieux travail accompli par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et note avec préoccupation que le montant total des ressources allouées à l'Office a sensiblement diminué ces dix dernières années, alors que sa charge de travail et ses responsabilités n'ont cessé de s'alourdir;

Titre VII

Information

Chapitre 28

Information

67. *Souligne* qu'il importe que l'information publiée et les documents importants traduits le soient dans d'autres langues que les langues officielles de l'Organisation, afin de toucher un public aussi varié que possible, de porter le message de l'Organisation dans le monde entier et de renforcer ainsi l'appui dont elle bénéficie à l'échelon international;

68. *Prie* le Secrétaire général de continuer d'étendre la portée des communiqués de presse en ajoutant des langues supplémentaires pour en élargir le public, en veillant à ce qu'ils soient toujours complets, d'actualité et exacts;

69. *Rappelle* le paragraphe VII.16 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²¹, félicite le Secrétaire général des efforts qu'il fait pour informer le grand public, en particulier les jeunes, en utilisant davantage les nouveaux médias, et souligne que les moyens de communication plus traditionnels, comme la radio et la presse écrite, continuent d'occuper une large place dans les efforts visant à garantir une diffusion effective du message de l'Organisation, en particulier dans les pays en développement;

70. *Prie* le Secrétaire général de sensibiliser les populations locales à l'action de l'Organisation et de mobiliser leur appui en exploitant tous les moyens de communication possibles, comme la distribution de publications et la diffusion d'émissions d'information ou en mettant à profit le réseau de centres d'information des Nations Unies, sachant que l'information communiquée dans les langues locales a une plus forte résonance auprès des populations locales;

71. *Est consciente* du rôle primordial que jouent les centres d'information des Nations Unies dans la diffusion de l'information sur les activités de l'Organisation, et prie le Secrétaire général de continuer à mobiliser les ressources nécessaires au bon fonctionnement de ces centres dans les pays en développement;

72. *Se félicite* des mesures prises pour moderniser la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, notamment l'acquisition de solutions techniques de mise à jour et de personnalisation des systèmes utilisés pour gérer l'information et de solutions de numérisation des documents à l'intention des organes délibérants de l'ONU qui datent de 1946 à ce jour, mesures qui contribuent à consolider et à actualiser les systèmes d'archivage et de consultation des documents de l'Organisation et à préserver la mémoire institutionnelle de l'Organisation;

73. *Décide* de transformer en poste permanent à la classe P-3 l'emploi de temporaire du groupe russe du Centre d'actualités, afin que cette langue officielle bénéficie des mêmes moyens que les cinq autres;

74. *Décide* de reclasser à la classe P-3 un poste P-2 du Groupe Chinois et de reclasser à la classe P-4 le poste P-3 de chef du Groupe Kiswahili de la Radio des Nations Unies;

75. *Décide* de créer deux postes P-3, deux postes P-2 et un poste d'agent des services généraux (Autres classes) pour le Groupe Kiswahili de la Radio des Nations Unies, ainsi qu'un poste P-3 et deux postes P-2 pour le Groupe portugais de la Radio des Nations Unies;

76. *Souligne* qu'il importe que l'Organisation des Nations Unies respecte les principes d'ouverture et de transparence, décide d'approuver la diffusion en direct sur le Web, puis l'archivage Web, de toutes les séances de ses six grandes commissions, et approuve donc le montant de 835 500 dollars au titre de ces activités;

77. *Prie* le Secrétaire général d'indiquer précisément, dans les prochaines propositions budgétaires qui seront faites au titre du présent chapitre, le montant des ressources afférentes aux activités d'information se rapportant à des conférences spéciales;

Titre VIII

Services communs d'appui

Chapitre 29A

Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion

Umoja/progiciel de gestion intégré

78. *Se déclare vivement préoccupée* par la dérive des coûts que pourrait engendrer le projet de progiciel de gestion intégré Umoja et prie le Secrétaire général de veiller à ce que ce projet soit exécuté sans plus tarder;

79. *Prie* le Secrétaire général de tout mettre en œuvre pour ramener le coût total du projet dans les limites du budget approuvé;

80. *Prie de nouveau* le Secrétaire général de faire tout son possible pour éviter, en appliquant de saines pratiques de gestion de projet, que le budget augmente, et pour que le projet Umoja soit achevé sans dépassement du budget qu'elle a approuvé dans sa résolution 64/243;

81. *Souligne* que les avantages qualitatifs et quantitatifs offerts par le projet Umoja dont font état les premier et deuxième rapports d'étape²⁴ restent d'actualité, déplore le retard pris dans la réalisation de ces avantages, et prie le Secrétaire général de tout faire pour en tirer le meilleur parti possible;

82. *Souligne* l'importance capitale de la direction et du contrôle que doivent exercer le Secrétaire général et les hauts responsables de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que de l'engagement que doivent prendre tous les départements en vue de l'exécution du projet, si l'on veut éviter que les erreurs et les retards déjà

²⁴ A/64/380 et A/65/389.

enregistrés dans sa mise en œuvre et leurs conséquences négatives pour l'Organisation ne se reproduisent;

83. *Prie* le Secrétaire général de veiller à établir pleinement les responsabilités pour les retards pris dans la mise en œuvre du projet Umoja, la passivité de l'Administration face aux besoins créés par le projet et les autres facteurs ayant contribué à retarder son exécution, ainsi que pour les dépassements de crédits prévus, et de l'informer à ce sujet dans son quatrième rapport d'étape annuel;

84. *Se déclare vivement préoccupée* par la crise de gouvernance que connaît le projet Umoja et réaffirme sa décision de nommer le Secrétaire général adjoint à la gestion à la présidence du Comité de pilotage du projet;

85. *Souligne* que la structure de gouvernance informatique doit être simple, efficace sur le plan opérationnel et dotée de chaînes hiérarchiques et de responsabilité clairement définies;

86. *Insiste* sur le fait que le projet de progiciel de gestion intégré doit être vu principalement comme une entreprise qui concerne l'ensemble de l'Organisation et obéit aux exigences du fonctionnement de celle-ci;

87. *Décide* que le Directeur du projet Umoja relèvera directement et exclusivement du Secrétaire général adjoint à la gestion et que l'équipe chargée du projet et les ressources affectées au projet seront gérées par le Département de la gestion;

88. *Réaffirme* que le succès du projet de progiciel de gestion intégré exige l'appui et l'engagement pleins et entiers de la direction et une coopération étroite et continue avec les principales parties prenantes, et engage le Secrétaire général à y veiller en tirant parti de son mécanisme de gestion de la performance et d'application du principe de responsabilité;

89. *Insiste* sur le rôle que joue le Bureau de l'informatique et des communications à l'appui du projet Umoja et prie à cet égard le Directeur général de l'informatique et des communications d'apporter au Directeur du projet toute la coopération et tout l'appui voulus;

90. *Constate avec préoccupation* qu'aucune information précise n'a été communiquée aux États Membres au sujet des dépenses et activités engagées dans le cadre du projet Umoja, et prie le Secrétaire général d'en faire état dans son prochain rapport d'étape et de faire tout son possible pour que ces activités soient exécutées dans la limite des montants approuvés au budget pour chaque département;

91. *Autorise* l'engagement de dépenses au titre du projet Umoja pour un montant permettant le maintien des moyens existants pendant un an, et prie le Secrétaire général de lui présenter, durant la partie principale de sa soixante-septième session, un projet complet révisé de financement du projet pour l'exercice biennal 2012-2013;

92. *Prie* le Secrétaire général de tenir les États Membres informés, à l'occasion de réunions périodiques durant les première et deuxième parties de la reprise de sa session et en présentant des rapports d'étape annuels, de tous les aspects de la mise en œuvre du projet Umoja, y compris la situation à l'époque considérée, les principales activités menées depuis le rapport précédent et les

conclusions des analyses de risques mettant en évidence tout risque éventuel, les mesures à prendre, l'état d'avancement du projet et les tendances constatées, et d'actualiser régulièrement les informations publiées sur le site Web consacré au projet;

93. *Prie* le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de demander au Comité des commissaires aux comptes qu'il procède à un audit complet de l'exécution du projet Umoja et qu'il lui fasse rapport durant la partie principale de sa soixante-septième session, puis tous les ans;

Chapitre 29B

Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité

94. *Rappelle* le paragraphe VIII.33 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²¹, prend note des mesures adoptées par le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité pour améliorer l'efficacité de ses services, et exhorte le Secrétaire général à intensifier l'action qu'il mène et à en rendre compte dans son prochain projet de budget;

95. *Prend note* des observations et fait siennes les recommandations figurant dans les rapports du Comité des commissaires aux comptes⁶ et du Corps commun d'inspection¹⁷, qui portent respectivement sur les progrès réalisés dans l'application des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) et sur l'état de préparation des organismes des Nations Unies en vue de l'application des normes IPSAS;

96. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que l'application des normes IPSAS à l'Organisation des Nations Unies soit effective au plus tard en 2014, et réaffirme que le progiciel de gestion intégré est l'élément central sur lequel reposera l'application des normes IPSAS par l'Organisation;

97. *Souligne* qu'il importe de tirer parti de l'expérience et des conseils des organismes pionniers dans l'application des normes IPSAS et de veiller à ce que l'Organisation soit bien préparée en vue du passage aux normes IPSAS;

98. *Prie* le Secrétaire général d'exercer un contrôle strict sur l'exécution du projet d'application des normes IPSAS, d'assurer une gestion prudente des ressources du projet, de définir clairement la chaîne hiérarchique et d'établir des mécanismes propres à assurer un règlement rapide des problèmes au jour le jour;

99. *Prie également* le Secrétaire général de continuer de faire en sorte qu'elle soit tenue informée, tous les ans, des progrès accomplis dans l'objectif de l'application effective des normes IPSAS d'ici à 2014, notamment en ce qui concerne le passage des étapes importantes, les services assurés, les activités restant à mener et l'utilisation des ressources, et de veiller à ce qu'il soit tiré profit de tous les avantages associés à l'application des normes;

Chapitre 29C

Bureau de la gestion des ressources humaines

100. *Prend note* du paragraphe VIII.40 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²¹ et décide d'augmenter de 50 % le montant des ressources autres que celles affectées à des postes prévues pour les

activités de prospection au titre de la composante 2 (Planification stratégique, recrutement et affectations);

Chapitre 29H

Bureau de l'informatique et des communications

101. *Soulignant* l'importance qu'ont l'informatique et les communications pour la satisfaction des besoins croissants d'une Organisation de plus en plus tributaire de son infostructure;

102. *Soulignant également* l'importance de ces technologies pour le renforcement du contrôle et du respect du principe de responsabilité et pour l'accroissement du volume d'informations exactes et disponibles en temps utile pour la prise de décisions;

103. *Souligne* qu'il faut faire mieux respecter le principe de responsabilité et définir plus clairement la chaîne hiérarchique afin d'améliorer le rendement et l'efficacité du Bureau de l'informatique et des communications;

104. *Prend note* du paragraphe 122 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²¹ et décide à cet égard de placer le Bureau de l'informatique et des communications sous la direction du Département de la gestion, décide également que le Directeur général de l'informatique et des communications rendra compte au Chef du Département de la gestion et décide en outre d'intégrer le budget du Bureau à celui du Département de la gestion;

105. *Prend note* des paragraphes 89, 99, 107, 117 et 118 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²⁵, prie le Secrétaire général de mettre en œuvre le projet 1 (Améliorer la gestion intégrée des technologies de l'information et des communications) et le projet 4 (Créer une infrastructure informatique robuste), décide de ne pas approuver l'ouverture de crédits additionnels à cette fin et décide également de ne pas approuver le projet 2 (Tirer parti des connaissances au moyen des technologies de l'information et des communications), ni le projet 3 (Renforcer la prestation des services informatiques);

106. *Prie* le Secrétaire général de ne lui présenter dorénavant, pour examen, d'éventuelles demandes de financement de grands projets informatiques que lorsque le progiciel de gestion intégré aura été entièrement mis en service;

107. *Prie* le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de demander au Comité des commissaires aux comptes de vérifier et d'évaluer la manière dont les dossiers relatifs à l'informatique et aux communications sont traités au Secrétariat, notamment au Bureau de l'informatique et des communications, et de lui en rendre compte à la partie principale de sa soixante-septième session;

²⁵ A/66/7/Add.1.

Titre IX

Contrôle interne

Chapitre 31

Contrôle interne

108. *Prend note* du paragraphe IX.6 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²¹ et décide de créer le poste de sous-secrétaire général au Bureau des services de contrôle interne;

109. *Rappelle* le paragraphe 130 de sa résolution 64/243 et prend note du paragraphe IX.12 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

Titre X

Activités administratives financées en commun et dépenses spéciales

Chapitre 32

Activités administratives financées en commun

Corps commun d'inspection

110. *Rappelle* le paragraphe X.16 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²¹ et autorise des dépenses d'un montant de 100 000 dollars pour le Corps commun d'inspection au titre des consultants, tout en invitant instamment le Corps commun à faire davantage appel à son secrétariat et aux compétences techniques dont dispose le système des Nations Unies pour fournir des conseils spécialisés et des services techniques aux inspecteurs;

Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et projet de Normes comptables internationales pour le secteur public

111. *Rappelle* le paragraphe X.24 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et prie le Secrétaire général, agissant en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, de consulter tous les organismes participants au sujet de l'établissement d'un secrétariat unique du Conseil au Siège de l'Organisation, à New York, et de lui en rendre compte à sa soixante-septième session;

Titre XI

Dépenses d'équipement

Chapitre 34

Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien

112. *Décide* de réduire de 6,9 millions de dollars le montant total des dépenses consacrées aux travaux de construction, à la transformation et à l'amélioration des locaux et aux gros travaux d'entretien, et prie le Secrétaire général de trier par ordre de priorité les projets proposés pour assurer la sécurité du personnel, des représentants et des autres employés de tous les lieux d'affectation;

Titre XII
Sûreté et sécurité

Chapitre 35
Sûreté et sécurité

113. *Prie* le Secrétaire général de vérifier s'il est justifié de faire appel à des agents de sociétés de sécurité privées, en particulier lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen d'assurer la sûreté et la sécurité du personnel, et le prie également de lui en rendre compte à sa soixante-septième session;

Titre XIII
Compte pour le développement

Chapitre 36
Compte pour le développement

114. *Décide* d'ouvrir un crédit additionnel de 6 millions de dollars au titre du Compte pour le développement;

Pouvoir discrétionnaire limité en matière de dépenses

115. *Rappelle* la section III de sa résolution 60/283 et décide d'en reconduire les dispositions jusqu'au 30 avril 2012, en attendant la décision qu'elle prendra à la première partie de la reprise de sa soixante-sixième session.

Annexe

Tableau des effectifs pour l'exercice biennal 2012-2013

<i>Catégorie</i>	<i>Nombre de postes</i>
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	
Vice-secrétaire général	1
Secrétaire général adjoint	33
Sous-secrétaire général	29
D-2	105
D-1	287
P-5	845
P-4/3	2 787
P-2/1	543
Total partiel	4 630
Agents des services généraux	
1 ^{re} classe	281
Autres classes.	2 733
Total partiel	3 014
Catégories diverses	
Agents de sécurité	320
Agents locaux	2 024
Agents du Service mobile	129
Administrateurs recrutés sur le plan national	79
Agents des corps de métier	140
Total partiel	2 692
Total	10 336

Projet de résolution II **Questions spéciales relatives au projet de budget-programme** **pour l'exercice biennal 2012-2013**

L'Assemblée générale,

I

Prévisions de dépenses révisées concernant les chapitres 29D (Bureau des services centraux d'appui) et 30 (Bureau des technologies de l'information et des communications) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 : système de gestion de la résilience de l'Organisation et dispositif complet de gestion des situations de crise

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses révisées concernant les chapitres 29D (Bureau des services centraux d'appui) et 30 (Bureau des technologies de l'information et des communications) du projet de budget-programme concernant le système de gestion de la résilience de l'Organisation : dispositif complet de gestion des situations de crise¹ ainsi que le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général¹;
2. *Souscrit* aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport², sous réserve des dispositions de la présente résolution;
3. *Prend note* des alinéas a) et c) du paragraphe 32 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
4. *Prend également note* du système de gestion de la résilience organisationnelle, étant entendu que le rapport de suivi qui lui sera présenté à sa soixante-septième session donnera une description exhaustive du dispositif complet de gestion des situations d'urgence, conformément aux dispositions des paragraphes 6 et 11 de la section II de sa résolution 64/260 datée du 29 mars 2010;
5. *Déplore* l'absence de coordination au sein du Secrétariat qui a retardé la soumission de la demande formulée au paragraphe 11 de la résolution 64/260;
6. *Décide* de ne pas utiliser le fonds de réserve pour financer les propositions figurant dans le rapport du Secrétaire général, et à cet effet prie le Secrétaire général de respecter strictement ses résolutions 41/213 du 19 décembre 1986 et 42/211 du 21 décembre 1987 sur l'utilisation du fonds de réserve;
7. *Décide également* d'approuver la reconduction du bail du centre informatique auxiliaire de Piscataway, dans l'État du New Jersey, pour une période de 30 mois après le 31 décembre 2011 et l'achat de logiciels d'actualisation des plans de préparation aux situations d'urgence et du système de dénombrement du personnel, et décide en outre de ne pas approuver de ressources supplémentaires à cet égard;

¹ A/66/516.

² A/66/7/Add.10.

II

Mesures transitoires pour la présentation conforme aux Normes comptables internationales pour le secteur public des rapports financiers du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Ayant examiné le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés concernant les mesures transitoires pour la présentation conforme aux Normes comptables internationales pour le secteur public des rapports financiers du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés³ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴,

1. *Prend acte* du rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés³;

2. *Souscrit* aux conclusions et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴;

3. *Autorise* le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés à appliquer *mutatis mutandis* le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU aux procédures comptables et aux rapports financiers concernant les fonds du HCR constitués au moyen de contributions volontaires, aux seules fins de permettre au HCR de mettre en œuvre sans retard les Normes;

III

Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 2011

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 2011⁵ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁶,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général⁵;

2. *Souscrit* aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport⁶;

IV

Demande de subvention pour l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement présentée suivant les recommandations de son Conseil d'administration concernant le programme de travail de l'Institut pour 2012-2013

Rappelant la section IV de sa résolution 60/248 du 23 décembre 2005,

Ayant examiné la note du Secrétaire général relative à la demande de subvention pour l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement présentée suivant les recommandations de son Conseil d'administration concernant

³ A/66/352.

⁴ A/66/376.

⁵ A/66/510.

⁶ A/66/7/Add.9.

le programme de travail de l'Institut pour 2012-2013⁷ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁸,

1. *Prend acte* de la note du Secrétaire général⁷;
2. *Souscrit* aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport⁸;
3. *Approuve* l'octroi à l'Institut, au titre de l'exercice biennal 2012-2013, d'une subvention de 577 800 dollars des États-Unis (avant actualisation des coûts) imputable sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, étant entendu qu'il ne sera demandé aucun crédit supplémentaire au chapitre 4 (Désarmement) du projet de budget-programme pour ledit exercice;

V

Budget de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et mesures transitoires relatives à l'information financière à transmettre par la Caisse dans le cadre des Normes comptables internationales pour le secteur public

Rappelant ses résolutions 55/224 du 23 décembre 2000, 57/286 du 20 décembre 2002, 59/269 du 23 décembre 2004, 61/240 du 22 décembre 2006, 62/241 du 22 décembre 2007, 63/252 du 24 décembre 2008, la section II de sa résolution 64/245 du 24 décembre 2009 et sa résolution 65/249 du 24 décembre 2010,

Ayant examiné le rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies sur le budget de la Caisse et les mesures transitoires relatives à l'information financière à transmettre par la Caisse dans le cadre des Normes comptables internationales pour le secteur public⁹, le rapport du Secrétaire général sur les incidences administratives et financières des recommandations figurant dans le rapport du Comité mixte de la Caisse commune¹⁰ ainsi que le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹¹,

1. *Souscrit* aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport¹¹, sous réserve des dispositions de la présente résolution;
2. *Encourage* le Secrétaire général à continuer, par le biais de consultations avec la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, de veiller à ce que les vacances de poste au sein de la Caisse soient diffusées le plus largement possible, notamment sur le site Web du système Inspira, si nécessaire;
3. *Approuve*, au titre de l'administration de la Caisse, des prévisions révisées d'un montant de 154 545 700 dollars pour l'exercice biennal 2010-2011;
4. *Approuve également* des dépenses directement imputables à la Caisse d'un montant net total de 173 412 600 dollars pour l'exercice biennal 2012-2013;

⁷ A/66/170.

⁸ A/66/7/Add.8.

⁹ A/66/266 et Corr.1.

¹⁰ A/C.5/66/2.

¹¹ A/66/7/Add.2.

5. *Approuve en outre* un montant de 20 688 300 dollars pour couvrir la part des dépenses administratives de la Caisse pour l'exercice 2012-2013 imputables à l'Organisation des Nations Unies, dont 13 240 500 dollars sont financés sur le budget ordinaire et le solde de 7 447 800 dollars sur celui des fonds et programmes;

6. *Approuve* une réduction d'un montant de 1 035 600 dollars de la part des dépenses administratives du secrétariat central de la Caisse au titre du chapitre premier (Politique, direction et coordination d'ensemble) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013;

7. *Autorise* le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies à compléter jusqu'à concurrence de 200 000 dollars les contributions volontaires versées au Fonds de secours pour l'exercice biennal 2012-2013;

8. *Autorise* la Caisse à continuer d'appliquer à sa comptabilité et à ses rapports financiers le Règlement financier et les règles de gestion financières de l'ONU, *mutatis mutandis* et d'une manière qui lui permette de se conformer aux Normes comptables internationales pour le secteur public, à compter du 1^{er} janvier 2012;

9. *Rappelle* sa résolution 65/249;

VI

Centre du commerce international

Ayant examiné le projet de budget-programme du Centre du commerce international pour l'exercice biennal 2012-2013¹² et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹³,

1. *Souscrit* aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport¹³, sous réserve des dispositions de la présente résolution;

2. *Prend note* du paragraphe 11 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, et décide que le poste temporaire de graphiste adjoint (P-2) continuera d'être financé au moyen de crédits alloués au personnel temporaire (autre que pour les réunions);

3. *Décide* d'approuver le montant de 41 337 700 dollars (soit la part imputable à l'Organisation des Nations Unies équivalent à un montant de 38 072 000 francs suisses au taux de change de 0,921 franc suisse pour 1 dollar) prévu au chapitre 13 (Centre du commerce international) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013;

¹² A/66/6 (Sect.13) et Add.1

¹³ A/66/7/Add.5.

VII

Construction de nouveaux locaux à usage de bureaux à l'Office des Nations Unies à Nairobi et à la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba et plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève

Rappelant sa résolution 56/270 du 27 mars 2002, la section IV de sa résolution 58/272 du 23 décembre 2003, les sections IX et X de sa résolution 62/238 du 22 décembre 2007, la section I de sa résolution 63/263 du 24 décembre 2008, sa résolution 64/243 du 24 décembre 2009 et la section III de sa résolution 65/259 du 24 décembre 2010,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la construction de nouveaux locaux à usage de bureaux à l'Office des Nations Unies à Nairobi¹⁴, sur la construction de nouveaux locaux à usage de bureaux à la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba¹⁵ et sur le plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève¹⁶, ainsi que le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹⁷,

1. *Prend acte* des rapports du Secrétaire général^{14, 15, 16};
2. *Souscrit* aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport¹⁷, sous réserve des dispositions de la présente résolution;
3. *Prie* le Secrétaire général de tenir compte, par l'intermédiaire du Bureau des services centraux d'appui, des enseignements tirés des précédents projets de construction ainsi que des meilleures pratiques lors de l'exécution des futurs projets de construction, notamment de tirer parti de l'expérience et du savoir-faire acquis grâce aux grands projets d'équipement, y compris le plan-cadre d'équipement;
4. *Prie également* le Secrétaire général de faire en sorte que les grands projets envisagés au titre des dépenses d'équipement ne soient pas réalisés simultanément afin qu'il ne faille pas les financer tous en même temps;
5. *Rappelle* le paragraphe 15 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹⁷, et constate avec inquiétude qu'un montant estimatif de 734 000 dollars devra être prélevé sur la réserve pour imprévus, en raison d'une erreur commise par le bureau d'architecture et d'études techniques, ce qui pose un risque pour l'exécution du projet;
6. *Demande à nouveau* au Secrétaire général de ne pas commencer la phase de modernisation du plan stratégique patrimonial avant qu'elle n'ait pris une décision sur la question et que le plan-cadre d'équipement soit achevé;
7. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-huitième session, un plan de mise en œuvre et une analyse des coûts détaillés sur la base d'une solution à moyen terme au titre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015, assortis d'explications détaillées sur la composition et le calcul des coûts, les éléments sur lesquels s'appuient les hypothèses sous-tendant les

¹⁴ A/66/336.

¹⁵ A/66/351.

¹⁶ A/66/279.

¹⁷ A/66/7/Add.3.

estimations ainsi que des renseignements justificatifs, et une liste hiérarchisée des tâches à réaliser en mettant l'accent sur les éléments qui doivent être modernisés pour des questions de santé et de sécurité, sans préjudice de toute décision qu'elle pourra prendre à cet égard;

8. *Prie également* le Secrétaire général d'inclure, en vue de compléter éventuellement les contributions des États Membres pour l'exécution du plan stratégique patrimonial, la possibilité de faire appel à des contributions volontaires, conformément aux règles et réglementations de l'Organisation des Nations Unies;

9. *Décide* d'approuver un montant de 810 600 dollars pour le personnel temporaire (autre que pour les réunions) au titre du chapitre 29E [Administration (Genève)] du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 pour financer la création d'un poste d'architecte de la classe P-4 et d'un poste d'ingénieur de la classe P-4, ainsi qu'un montant de 2 800 000 dollars pour les services contractuels pour financer l'élaboration du plan détaillé de mise en œuvre par étapes du projet, au titre du chapitre 34 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien);

10. *Décide également* d'approuver un montant de 74 000 dollars au titre du chapitre 37 (Contributions du personnel), lequel sera compensé par l'inscription d'un montant identique au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel), du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013.

VIII

Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses seizième, dix-septième et dix-huitième sessions ordinaires et à ses quinzième, seizième et dix-septième sessions extraordinaires

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses seizième, dix-septième et dix-huitième sessions ordinaires et à ses quinzième, seizième et dix-septième sessions extraordinaires¹⁸ ainsi que le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹⁹,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général¹⁸;
2. *Souscrit* aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport¹⁹;
3. *Se félicite* de la création du Cabinet du Président du Conseil des droits de l'homme;

¹⁸ A/66/586.

¹⁹ A/66/7/Add.20.

IX

Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité et sur la demande de subvention pour le Tribunal spécial pour la Sierra Leone²⁰, ainsi que les rapports correspondants du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²¹,

1. *Prend acte* des rapports du Secrétaire général²⁰;
2. *Souscrit* aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport²¹, sous réserve des dispositions de la présente résolution;
3. *Souligne de nouveau* la nécessité d'une plus grande transparence en ce qui concerne les demandes de ressources au titre des voyages et du recrutement de consultants afin qu'elle puisse se prononcer en connaissance de cause sur les ressources nécessaires pour les missions politiques spéciales;
4. *Prie* le Secrétaire général de redoubler d'efforts pour s'assurer que l'appui demandé sous la forme de services de consultants ne peut être obtenu en interne ou sur place;
5. *Déplore* la présentation tardive des rapports sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité;
6. *Prend note* des paragraphes 57, 64, 82, 109, 112, 115, 138, 162 et 245 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²²;
7. *Décide* de réduire de 350 000 dollars le budget du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine pour 2012;
8. *Décide également* de réduire de 250 000 dollars le budget de la Commission mixte Cameroun-Nigéria pour 2012;
9. *Approuve* le montant total de 583 383 800 dollars prévu pour les budgets des vingt-neuf missions politiques spéciales autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité mentionnées au tableau 1 du rapport du Secrétaire général²³;
10. *Approuve également* l'imputation d'un montant net de 583 383 800 dollars sur le crédit demandé au titre des missions politiques spéciales au chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013;

²⁰ A/66/354 et Corr.1 et Add.1 et Add.1/Corr.1 et 2, Add.2 et Add.2/Corr.1, Add.3 et 4, Add.5 et Add.5/Corr.1 et Add.6 et A/66/563.

²¹ A/66/7/Add.12, 13 et 19.

²² A/66/7/Add.12.

²³ A/66/354 et Corr.1.

11. *Autorise* le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant maximum de 16 millions de dollars en faveur de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye pour l'exercice biennal 2012-2013;

12. *Autorise également* le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant maximum de 9 066 400 dollars pour financer les activités du Tribunal spécial pour la Sierra Leone;

X

Incidences administratives et financières des décisions et recommandations formulées par la Commission de la fonction publique internationale dans son rapport pour 2011

Ayant examiné l'état présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 de son Règlement intérieur concernant les incidences administratives et financières des décisions et recommandations formulées par la Commission de la fonction publique internationale dans son rapport pour 2011²⁴ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²⁵,

1. *Rappelle* sa résolution 66/235 du 24 décembre 2011;
2. *Prend acte* de l'état présenté par le Secrétaire général²⁴;
3. *Souscrit* aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport²⁵;

XI

Incidences financières concernant l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies

Rappelant sa résolution 66/237 du 24 décembre 2011, relative à l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies,

1. *Décide* d'approuver l'inscription au budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013, aux taux de 2012-2013, d'un montant supplémentaire de 7 078 700 dollars, venant augmenter de 2 178 600 dollars, 557 600 dollars, 402 600 dollars, 299 400 dollars, 689 200 dollars, 649 700 dollars, 868 200 dollars, 695 000 dollars ainsi que de 738 400 dollars, respectivement, les montants déjà inscrits aux chapitres premier (Politique, direction et coordination d'ensemble), 8 (Affaires juridiques), 19 (Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique), 29A (Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion), 29C (Bureau de la gestion des ressources humaines), 29D (Bureau des services centraux d'appui), 29E [Administration (Genève)], 29G [Administration (Nairobi)] et 37 (Contributions du personnel) compensé par l'inscription d'un même montant au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel);

2. *Décide également* que le montant additionnel de 7 078 700 dollars sera imputé sur le fonds de réserve de l'exercice biennal 2012-2013;

²⁴ A/66/394.

²⁵ A/66/7/Add.4.

XII**Incidence des variations des taux de change et d'inflation**

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général intitulé « Prévisions révisées : incidence du mouvement des taux de change et d'inflation »²⁶ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²⁷,

Prend note des prévisions révisées résultant de l'actualisation des coûts fondée sur les variations des taux de change et d'inflation;

XIII**Fonds de réserve**

Note que le solde du Fonds de réserve s'établit à 13 762 500 dollars²⁸;

XIV**Corps commun d'inspection**

Approuve pour le Corps commun d'inspection, au titre de l'exercice biennal 2012-2013, un budget d'un montant brut de 12 743 200 dollars;

XV**Commission de la fonction publique internationale**

Approuve pour la Commission de la fonction publique internationale, au titre de l'exercice biennal 2012-2013, un budget d'un montant brut de 17 546 300 dollars;

XVI**Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination**

Prend note du budget du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour l'exercice biennal 2012-2013, d'un montant de 5 380 700 dollars;

XVII**Montant brut du budget cofinancé du Département de la sûreté et de la sécurité**

Approuve pour le Département de la sûreté et de la sécurité, au titre de l'exercice biennal 2012-2013, un budget cofinancé d'un montant brut de 244 536 400 dollars se répartissant comme suit :

- a) Dispositifs de sécurité sur le terrain : 215 032 200 dollars;
- b) Services de sûreté et de sécurité à l'Office des Nations Unies à Vienne : 29 504 200 dollars.

²⁶ A/66/614.

²⁷ A/66/7/Add.22.

²⁸ Voir A/C.5/66/SR.25.

Projet de résolution III

Budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013

A

Ouverture de crédits pour l'exercice biennal 2012-2013

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice biennal 2012-2013 :

1. Des crédits d'un montant total de 5 152 299 600 dollars des États-Unis sont ouverts pour les objets suivants :

<i>Chapitre</i>	<i>Montant (dollars É.-U.)</i>
<i>Titre I. Politique, direction et coordination d'ensemble</i>	
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	105 133 800
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	616 654 500
Total partiel	721 788 300
<i>Titre II. Affaires politiques</i>	
3. Affaires politiques	1 193 700 800
4. Désarmement	22 422 000
5. Opérations de maintien de la paix	109 725 100
6. Utilisations pacifiques de l'espace	8 001 400
Total partiel	1 333 849 300
<i>Titre III. Justice internationale et droit international</i>	
7. Cour internationale de Justice	47 766 400
8. Affaires juridiques	45 388 700
Total partiel	93 155 100
<i>Titre IV. Coopération internationale pour le développement</i>	
9. Affaires économiques et sociales	148 979 300
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	7 264 900
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	12 587 700
12. Commerce et développement	136 524 600
13. Centre du commerce international	41 337 700
14. Environnement	13 925 500
15. Établissements humains	20 631 500
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	40 902 200
17. ONU-Femmes	14 482 300
Total partiel	436 635 700

<i>Chapitre</i>	<i>Montant (dollars É.-U.)</i>
<i>Titre V. Coopération régionale pour le développement</i>	
18. Développement économique et social en Afrique	138 308 300
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	98 654 500
20. Développement économique en Europe	65 247 200
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	110 256 000
22. Développement économique et social en Asie occidentale	62 646 700
23. Programme ordinaire de coopération technique	57 779 600
Total partiel	532 892 300
<i>Titre VI. Droits de l'homme et affaires humanitaires</i>	
24. Droits de l'homme	154 315 400
25. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	95 507 100
26. Réfugiés de Palestine	47 377 700
27. Aide humanitaire	29 374 000
Total partiel	326 574 200
<i>Titre VII. Information</i>	
28. Information	179 092 100
Total partiel	179 092 100
<i>Titre VIII. Services communs d'appui</i>	
29. Services de gestion et d'appui	600 210 000
Total partiel	600 210 000
<i>Titre IX. Contrôle interne</i>	
31. Contrôle interne	38 254 200
Total partiel	38 254 200
<i>Titre X. Activités administratives financées en commun et dépenses spéciales</i>	
32. Activités administratives financées en commun	10 762 400
33. Dépenses spéciales	120 456 700
Total partiel	131 219 100
<i>Titre XI. Dépenses d'équipement</i>	
34. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	64 886 900
Total partiel	64 886 900
<i>Titre XII. Sûreté et sécurité</i>	
35. Sûreté et sécurité	213 412 400
Total partiel	213 412 400

<i>Chapitre</i>	<i>Montant (dollars É.-U.)</i>
Titre XIII. <i>Compte pour le développement</i>	
36. Compte pour le développement	29 243 200
Total partiel	29 243 200
Titre XIV. <i>Contributions du personnel</i>	
37. Contributions du personnel	451 086 800
Total partiel	451 086 800
Total	5 152 299 600

2. Le Secrétaire général est autorisé à virer des crédits d'un chapitre à un autre du budget avec l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

3. Outre les crédits ouverts au paragraphe 1 de la présente résolution, un crédit de 75 000 dollars, à financer par prélèvement sur le revenu accumulé du Fonds de dotation de la Bibliothèque, est ouvert pour chacune des années de l'exercice biennal 2012-2013, aux fins de l'achat de livres, de périodiques, de cartes et de matériel de bibliothèque et des autres dépenses de la Bibliothèque du Palais des Nations (Genève) faites conformément à l'objet du Fonds et aux dispositions qui régissent celui-ci.

B

Prévisions de recettes pour l'exercice biennal 2012-2013

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice biennal 2012-2013 :

1. Les recettes prévues, autres que les contributions des États Membres, se chiffrent à 507 751 200 dollars des États-Unis, total qui se décompose comme suit :

<i>Chapitre des recettes</i>	<i>Montant (dollars É.-U.)</i>
1. Recettes provenant des contributions du personnel	455 366 000
2. Recettes générales.	52 500 600
3. Services destinés au public	(115 400)
Total	507 751 200

2. Les recettes provenant des contributions du personnel seront portées au crédit du Fonds de péréquation des impôts, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955;

3. Les dépenses directement imputables à l'Administration postale de l'Organisation des Nations Unies, aux services destinés aux visiteurs, aux ventes de produits statistiques, aux services de restauration et assimilés, à l'exploitation des garages, aux services de télévision et à la vente de publications, pour lesquelles il

n'est pas ouvert de crédits budgétaires, seront imputées sur les recettes provenant de ces services ou activités.

C

Exécution du budget pour 2012

L'Assemblée générale

Décide que, pour 2012 :

1. Les dépenses prévues au budget, soit 2 576 149 800 dollars des États-Unis, représentant la moitié du montant total (5 152 299 600 dollars) des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2012-2013 aux termes du paragraphe 1 de la résolution A ci-dessus, plus le montant de 49 199 000 dollars correspondant à l'augmentation nette du montant révisé des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2010-2011, qu'elle a approuvée par sa résolution 66/245 du 24 décembre 2011, seront financées conformément aux dispositions des articles 3.1 et 3.2 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies¹, comme suit :

a) 40 118 000 dollars par la moitié du montant des prévisions de recettes autres que les recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour l'exercice biennal 2012-2013 dans la résolution B ci-dessus, soit 26 192 600 dollars, plus 13 925 400 dollars correspondant à l'augmentation des recettes, autres que les recettes provenant des contributions du personnel, de l'exercice biennal 2010-2011 approuvée par l'Assemblée dans sa résolution 66/245 du 24 décembre 2011;

b) 2 585 230 800 dollars par les contributions qui seront mises en recouvrement auprès des États Membres, conformément à sa résolution 64/248 du 24 décembre 2009 sur le barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies;

2. Il sera déduit des contributions mises en recouvrement auprès des États Membres, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, leur part respective dans le montant total de 222 065 600 dollars qui sera inscrit au Fonds de péréquation des impôts et qui se calcule comme suit :

a) 227 683 000 dollars représentant la moitié des prévisions de recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour l'exercice biennal 2012-2013 dans la résolution B ci-dessus;

b) Moins 5 617 400 dollars correspondant à la diminution du montant des recettes provenant des contributions du personnel pour l'exercice biennal 2010-2011 qu'elle a approuvée par sa résolution 66/245.

¹ ST/SGB/2003/7 et Amend.1.

Projet de résolution IV

Dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 2012-2013

L'Assemblée générale

1. *Autorise* le Secrétaire général, agissant avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et conformément aux dispositions du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies¹, ainsi que du paragraphe 3 de la présente résolution, à contracter pendant l'exercice biennal 2012-2013 des engagements au titre des dépenses imprévues et extraordinaires à effectuer en cours d'exercice ou ultérieurement, étant entendu que l'assentiment du Comité consultatif ne sera pas nécessaire pour :

a) Les engagements dont le Secrétaire général aura attesté qu'ils ont trait au maintien de la paix et de la sécurité, à concurrence de 8 millions de dollars des États-Unis pour chacune des deux années de l'exercice biennal 2012-2013;

b) Les engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice aura attesté qu'ils ont trait :

i) Aux dépenses entraînées par la désignation de juges ad hoc (Article 31 du Statut de la Cour internationale de Justice), à concurrence de 200 000 dollars;

ii) Aux dépenses résultant de la citation de témoins et de la désignation d'experts (Article 50 du Statut) ou de la désignation d'assesseurs (Article 30 du Statut), à concurrence de 50 000 dollars;

iii) Aux dépenses entraînées par le maintien en fonctions de juges non réélus jusqu'à ce qu'ils aient fini de connaître des affaires dont ils étaient saisis (paragraphe 3 de l'Article 13 du Statut), à concurrence de 40 000 dollars;

iv) Au paiement de la pension et des frais de voyage et de déménagement des juges qui prennent leur retraite et au paiement des frais de voyage et de déménagement ainsi que de l'indemnité d'installation de membres de la Cour (paragraphe 7 de l'Article 32 du Statut), à concurrence de 410 000 dollars;

v) Aux dépenses entraînées par les activités de la Cour ou de ses chambres ailleurs qu'à La Haye (Article 22 du Statut), à concurrence de 25 000 dollars;

c) Les engagements dont le Secrétaire général aura attesté qu'ils sont nécessaires aux fins des mesures de sécurité visées au paragraphe 6 de la section XI de sa résolution 59/276 du 23 décembre 2004, à concurrence de 1 million de dollars au total pour l'exercice biennal 2012-2013;

2. *Décide* que le Secrétaire général lui présentera, ainsi qu'au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à ses soixante-septième et soixante-huitième sessions, un rapport sur toutes les dépenses engagées en vertu de la présente résolution et sur les circonstances qui les ont motivées, et lui présentera des demandes de crédits additionnels concernant ces engagements;

¹ ST/SGB/2003/7 et Amend.1.

3. *Décide également* que, pour l'exercice biennal 2012-2013, si le Secrétaire général, du fait d'une décision du Conseil de sécurité, doit engager au titre du maintien de la paix et de la sécurité des dépenses d'un montant supérieur à 10 millions de dollars, il lui soumettra la question ou, si elle a interrompu sa session ou n'est pas en session, il convoquera une reprise de session ou une session extraordinaire pour qu'elle examine la question.

Projet de résolution V

Fonds de roulement pour l'exercice biennal 2012-2013

L'Assemblée générale

Décide ce qui suit :

1. Le Fonds de roulement pour l'exercice biennal 2012-2013 est fixé à 150 millions de dollars des États-Unis;
2. Les États Membres feront des avances au Fonds de roulement conformément au barème des quotes-parts qu'elle a adopté pour déterminer les contributions des États Membres au budget de l'année 2012;
3. Viendront en déduction de ces avances :
 - a) Les crédits, d'un montant ajusté de 1 025 092 dollars, revenant aux États Membres en raison du virement d'excédents budgétaires au Fonds de roulement en 1959 et en 1960;
 - b) Les avances en espèces que les États Membres ont versées au Fonds de roulement pour l'exercice biennal 2010-2011 en application de sa résolution 64/247 du 24 décembre 2009;
4. Si le total des crédits revenant à un État Membre et de ses avances au Fonds de roulement pour l'exercice biennal 2010-2011 excède le montant de l'avance qu'il doit verser en application du paragraphe 2 de la présente résolution, l'excédent viendra en déduction du montant des contributions dues par cet État Membre pour l'exercice biennal 2012-2013;
5. Le Secrétaire général est autorisé à avancer par prélèvement sur le Fonds de roulement :
 - a) Les sommes qui seraient nécessaires pour exécuter le budget en attendant le recouvrement des contributions, étant entendu que les sommes ainsi avancées devront être remboursées au fur et à mesure du recouvrement des contributions;
 - b) Les sommes qui seraient nécessaires pour faire face aux engagements de dépenses dûment autorisés conformément aux résolutions qu'elle a adoptées, en particulier la résolution 66/249 du 24 décembre 2011 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires, étant entendu que le Secrétaire général demandera, dans le projet de budget, des crédits pour rembourser le Fonds de roulement;
 - c) Les sommes qui seraient nécessaires pour continuer d'alimenter le fonds d'avances remboursables destiné à financer divers achats et opérations auto-amortissables, étant entendu que, jointes aux montants nets avancés pour le même objet, elles ne pourront dépasser 200 000 dollars mais que des avances en sus de ce total pourront être accordées avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - d) Avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, les sommes qui seraient nécessaires pour couvrir le versement anticipé de primes d'assurance si la période d'assurance se prolonge au-delà de l'exercice biennal au cours duquel le versement est effectué, étant entendu que pendant toute la durée des polices, le Secrétaire général demandera dans le

projet de budget de chaque exercice biennal les crédits requis pour couvrir les primes dues au titre de l'exercice considéré;

e) Les sommes qui seraient nécessaires pour que le Fonds de péréquation des impôts puisse couvrir les obligations courantes en attendant qu'il soit crédité des sommes qui doivent venir l'alimenter, étant entendu que les avances ainsi faites seront remboursées dès que le Fonds de péréquation des impôts aura été crédité des sommes requises;

6. Au cas où la somme prévue au paragraphe 1 de la présente résolution serait insuffisante pour faire face aux besoins de trésorerie qui sont normalement couverts par le Fonds de roulement, le Secrétaire général est autorisé à utiliser pendant l'exercice biennal 2012-2013 des sommes qu'il prélèvera sur les fonds et comptes spéciaux commis à sa garde, aux conditions qu'elle a approuvées dans sa résolution 1341 (XIII) du 13 décembre 1958, ou sur le produit d'emprunts qu'elle aura autorisés.

45. La Cinquième Commission recommande également à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision suivant :

Plan-cadre d'équipement

L'Assemblée générale autorise le Secrétaire général à continuer d'utiliser en 2012 les soldes inutilisés des fonds alloués en 2011 au financement des dépenses connexes au plan-cadre d'équipement, afin de lui permettre de poursuivre les activités et projets prévus pour 2012, et décide d'examiner, à la première partie de la reprise de sa soixante-sixième session, le rapport dans lequel le Secrétaire général présentera des propositions pour le financement, dans les limites du budget approuvé pour le plan-cadre d'équipement, des dépenses connexes à engager en 2012⁵⁹.

⁵⁹ A/66/527/Add.1.